



UFR CBA actualités

Numéro 15
sept. 2018

Éditorial

Depuis le numéro 14 de notre revue, le paysage politique a continué de s'assombrir. L'affaire Benalla et les petites phrases méprisantes de Jupiter dévoilent le vrai visage de l'exécutif que même la réussite des footballeurs français n'a pas réussi à masquer. La sanction tombe dans les sondages, mais ne se concrétise pas encore dans les luttes. Les poids lourds du gouvernement désertent, dommage pour l'un qu'il ait mis tant de temps à comprendre, bon débaras pour l'autre.

L'UFR n'est pas restée inactive, loin de là. Le Comité général de Montreuil a permis de faire le point sur nos engagements de congrès, Les délégués ont apprécié les apports de deux spécialistes sur la mondialisation et les systèmes de retraites. Ce même Comité général a mis sur les rails l'IHS FNCSBA grâce au travail remarqué de notre camarade Pierre Le Page sur les événements de mai 1968 et au dévouement de la camarade Lisa Féral qui en a assuré la mise en page.

Nos camarades des Pays de Loire qui représentent la moitié des syndiqués de notre UFR préparent leur congrès et entendent bien se doter de la structure la plus appropriée pour continuer et amplifier leur rayonnement sur le département.

Notre Commission exécutive de septembre a permis de faire le point sur nos actions passées et en cours. Ce 15ème numéro témoigne de la richesse de nos échanges, mais au-delà des débats théoriques, le temps est à l'action les 3 octobre, 9 octobre et 18 octobre.

Michel Diamantis

Au sommaire :

| | |
|-------------------------|--------|
| Éditorial | page 1 |
| Commission exécutive | page 2 |
| Rapport des commissions | page 5 |
| Appel à manifester | page 8 |



Journal réalisé par la commission publication de l'UFR CBA : Claude GUERINEAU (animateur), Robert BRUN, Pierre LE PAGE, Gérard MORLIER.

Directeur de la publication :
Michel DIAMANTIS

UFR CBA Case 413 - 263 rue de Paris,
93100 MONTREUIL

Commission Exécutive du 13 septembre 2018

Actualité sociale

Christian Blicq, bureau de l'UFRBCA
Président de séance Jean-Claude Saillard

Chers Camarades, chers Gaulois, bonjour,

En espérant que cette période de congé vous a permis non de récupérer votre force de travail, mais force militante, mais surtout de passer de bon moment en famille, je vous souhaite un bon retour dans votre activité de retraité militant (e).

Alors au cas où cela vous aurait échappé, j'ai un scoop, la France a gagné la coupe du monde ! Bien sûr je blague ; car nous avons eu droit à une overdose médiatique, que l'on soit ou non foot. Nombre d'entre vous l'êtes mais il vous était facile d'aller suivre cet événement au moment où vous le souhaitiez sans

le subir à longueur de journée avec de nombreuses pages publicitaires. Vous aurez compris, je ne suis pas, foot, disons pas sport, mais respect de celles et ceux qui le sont.

Cependant mon parcours syndical et politique m'amène à avoir une analyse politique sur cet événement, notamment, à qui profite cette sur exploitation médiatique ? Particulièrement dans une période où le pouvoir en place espère donner le dernier coup sur les avancées sociales acquises à la libération avec le CNR que de nombreux militants cgtistes, et communistes ont élaboré dans la résistance, la clandestinité, sans oublier les acquis de 36 et de 68.

Cela vaut aussi avec la réforme constitutionnelle qui remettait en cause la représentation nationale, issue de la révolution de 1789 (les fêrus d'histoire m'excuseront de mon raccourci). Oui leur objectif était d'occuper l'at-

tention du peuple à autre chose, des fois qu'il lui viendrait une conscience de classe.

Autre chose m'interroge dans ce mondiale c'est la liesse populaire avec utilisation de drapeau français, alors que pour défendre notre système de Sécurité sociale, efficace, solidaire, unique au monde nous peinons à rassembler. Je verrais bien un drapeau bleu blanc rouge avec inscrit dessus « touche pas à ma Sécurité sociale - touche pas aux acquis du CNR ». Par contre, le côté positif de cet événement, c'est l'esprit collectif de cette équipe qui démontre que le collectif paie mieux que l'individuel, en contradiction avec l'esprit macronien

des premiers de cordée. Et après cet engouement populaire, fraternel que procure le foot business, quels moyens pour les petits clubs sportifs, et comment ne pas retomber dans l'individualisme ? D'ailleurs, nous sommes vite passés des selfies du président avec les héros de la coupe du monde au scandale Benalla dont je vous épargne les détails mais qui éclaire sur la soi-disant politique « autrement », ce qui démontre un appareil d'état technocratique indifférent à son peuple, ce que confirme

une justice à deux vitesses. Je crois bon de rappeler qu'au l e n d e - main du 1er mai le président accusait les manifestants « Je n'ai aucune indulgence pour les grandes vio-

lences ou les tenants du désordre. » Et depuis quelque temps nous voyons nombre de nos camarades traînés en justice pour le simple délit d'avoir manifesté et revendiqué. Il aura fallu cette affaire et l'intervention d'élus progressistes à l'Assemblée Nationale pour que soit démontré le danger de la réforme constitutionnelle qui au-delà de réduire le nombre d'élus, donc éloignés des gens, donne le pouvoir aux commissions. Même avec un semblant de proportionnelle cette réforme a pour objectif de remettre en cause la souveraineté populaire et la séparation des pouvoirs, et ainsi revenir à une monarchie.

La démission de Nicolas Hulot vient confirmer, en matière d'écologie notre analyse sur l'incompatibilité entre écologie, et capitalisme. Elle confirme le poids des lobbys, dans les couloirs de l'état. Les intérêts du privé gagnent le cœur du pouvoir. Par sa démission, il a permis d'élargir les consciences sur le devenir de notre planète, de l'urgence à agir, et surtout le besoin d'agir plus collectif. L'appel à la marche du jeune Maxime Lelong en est l'exemple.

Il me faut maintenant aborder l'actualité sociale, et revendicative, car constater, réagir avec émotion et colère ne suffit pas. En tant que militant, nous devons mieux nous emparer de ces problèmes pour que la colère des gens se transforme en actions collectives et Non en vote sanction contre leurs intérêts lors

Nous sommes vite passés des selfies du président avec les héros de la coupe du monde au scandale Benalla, ce qui démontre un appareil d'état technocratique indifférent à son peuple, ce que confirme une justice à deux vitesses.

Commission Exécutive du 13 septembre 2018

Actualité sociale

Suite...

d'élections en s'égarant pour des populistes.

Alors comme le faisait remarquer une caricature de ma presse préférée qui disait « battons-nous pour »... Et la bulle disait « pas facile du tout entre retraites, salaire, Code du travail, éducation, santé, emplois, Sécurité sociale, transport, environnement... » Oui la liste est longue, car ce sont tous les fondements de notre société qui sont visés par la financiarisation, et je précise, le problème n'est pas

Macron, ce dernier n'étant que la marionnette d'un système financier.

Dans l'immediat

deux dates sont à retenir, le 3 octobre : déposé des pétitions aux élus LRM, Michel complétera sur l'organisation de cette initiative. Le 9 octobre appel unitaire pour des actions décentralisées contre l'explosion des inégalités et la casse des droits collectifs. Contre la destruction de notre modèle social.

Quelques exemples

Pour les retraités, la CSG 1,7 pour soi-disant compenser les 3,15 de cotisations sociales sur le salaire différé des travailleurs, et leur donner plus. Mesure injuste ! C'est aux entreprises d'augmenter les salaires et l'argument ne sert qu'à fiscaliser la protection sociale, c'est faire payer la solidarité par l'impôt. Nos pensions devraient augmenter de 0,3 % cela ne rattrapera pas l'inflation et la perte du pouvoir d'achat déjà subi. Il serait bon de véri-

fier si les actifs ont bien bénéficié de ce tour de passe-passe. Pour les familles une rentrée scolaire, avec réduction des APL, et une école qui devait être gratuite mais demande toujours plus de dépenses aux familles. Avec la nouvelle formule sélective d'accès aux études supérieures, la rentrée universitaire laisse une grande partie des étudiants sur le carreau. Pour ceux qui trouvent une formation à l'université, il faut vite trouver un logement, mais le délai étant cours

cela se complique avec des loyers plus élevés. Dans les faits, les dividendes sont au plus haut, la croissance

au plus bas, l'augmentation des salaires et des pensions ne parvient pas à compenser l'inflation. Le chômage continue de miner la société et la précarité se généralise, Les riches sont toujours plus riches, et au lieu d'investir, les actionnaires se gavent.

Pour seule réponse à cette situation, l'ISF a été supprimé, et nous devons payer par la CSG, la réduction des allocations, déremboursements sur différents actes de soin...

Les familles voient diminuer leurs droits, et pour mettre son enfant en crèche il faudra déboursier plus de 100 € soit un creusement des inégalités qui aujourd'hui ne peuvent plus être cachées.

Ce nouveau monde qui nous était promis, pour lequel nous ne nous faisons pas d'illusion, n'est que le retour à un vieux capitalisme : les autoentrepreneurs et l'ubérisation en sont des exemples. Nos grands-parents vendaient leur force de travail à la journée. Ils partaient le matin et attendaient d'être pris et parfois rentraient bredouille chez eux.

Alors que les vraies réformes devraient s'attaquer aux causes de la crise sociale et écologique, sortir d'une société qui met les humains en concurrence, stopper les dégrèvements de cotisations qui affaiblissent notre système de protection sociale, faire payer les dettes patronales, mieux répartir les richesses, faire payer les profits. Et si cela ne leur va pas les travailleurs avec leurs cadres sauront créer les entreprises utiles à notre consommation. Ils veulent s'en prendre aux chômeurs, qui choisit d'être chômeur ? Moi dans les médias je ne vois que des travailleurs qui se battent pour garder leurs emplois. Après ils subissent.

À peine en fonction, le nouveau président du MEDEF s'en prend lui aussi aux chômeurs « Il faut changer radicalement les règles pour inciter à la reprise d'em-

ploi ». Tout cela sous la bénédiction de la ministre du travail qui en tant qu'ancienne DRH de chez Danone s'y connaît en matière de licenciement. Et comme le gouvernement entend plus les revendications patronales, celui-ci réclame que la gestion du chômage passe par l'Etat, la

Trois dates à retenir :

- **3 octobre, remise des pétitions**
- **9 octobre, manifestation unitaire**
- **18 octobre, manifestation de 14 organisations de retraités**

Ce nouveau monde qui nous était promis, n'est que le retour à un vieux capitalisme : autoentrepreneur, ubérisation en sont des exemples.

Commission Exécutive du 13 septembre 2018

fin

prochaine étape sera de ne plus cotiser et de faire payer par un impôt. Et comme le paritarisme, même avec les syndicats réformistes les dérange, là aussi, ils avancent quelques pions. Heureusement qu'à la CGT nous ne nous sommes jamais sentis partenaires sociaux, mais représentants du monde du travail.

Aujourd'hui les partenaires sont MEDEF et gouvernement. Ce sont eux les ennemis de la classe des travailleurs.

Pourquoi près de

chez nous la croissance repart comme au Portugal où ils ont choisi d'agir sur le pouvoir d'achat des actifs et des retraités. En Espagne pour financer les retraites le pouvoir entend taxer les banques. Même chez nous là où les luttes sont menées l'action paie, mais évidemment les médias au service de la finance préfèrent taire ces événements et ne mettre en avant que les violences qui pourrait en résulter.

Avant de terminer ce rapport il me semble important de parler du danger de la réforme des retraites, par point ou à la carte, tout en sachant qu'elle concerne particulièrement les actifs, mais ensemble, nous avons besoin de comprendre l'enjeu pour pouvoir l'expliquer dans notre environnement familial et social.

Regardons

Comme toujours Macron joue sur le choix des mots, retraite universelle, même droits, équité. Déjà 1 € cotisé donnera une retraite en rapport à ce que le salarié aura gagné, par son salaire, mais aussi par son parcours, sachant que la moyenne d'un emploi

stable est de 27 ans, comment cotiser 43 ans ? En réalité, à 62 ans, seulement un actif sur deux et encore en emploi. Le calcul ne se ferait plus sur les meilleures années, mais sur l'ensemble de la carrière. Mais une carrière est chaotique et là le mécanisme de solidarité qui neutralise les aléas

(Chômage, maternité) pourrait être plafonné.

Équité sans tenir compte de l'âge de départ ? Le montant de la re-

traite ? À ce jour aucune réponse. C'est quoi le régime par point ? OK, chacun reçoit selon ce qu'il a cotisé mais comme le montant de la pension ne sera

pas garanti et ne sera connu qu'au moment du départ, voire après,

les pensions pourraient être revues si l'équilibre financier l'exige.

Retraites à la carte, au choix, cela veut dire soit partir avant avec une pension réduite, soit partir plus tard, avec une pension majorée, mais l'actualité sur les arrêts de travail nous démontre la difficulté pour les travailleurs de continuer puisqu'à 50 ans ils sont déjà usés. Et avec cette réforme ce sont les femmes qui ont souvent les carrières incomplètes qui seront les plus pénalisées.

Avec cette réforme les travailleurs sont sûrs d'être perdants. Bien sûr comme d'habitude ils étaleront entre les retraités actuels, les proches re-

traités qui pourraient avoir deux systèmes et les autres.

C'est là qu'il est urgent d'aller voir les travailleurs qui n'ont pas pris la mesure d'un tel changement, et pour notre Fédération vite obliger les relais fédéraux à initier des journées d'études. J'en appelle donc aux membres de l'UFR de notre CE qui sont membres de la CEF pour vite interpeler la direction fédérale et de proposer de travailler en commun.

Pas besoin de grands discours, le tout, c'est de lancer le débat, faire réfléchir. Rappelez-vous que 68 est venu des débats initiés dans les entreprises sur la première réforme remettant en cause la Sécurité sociale.

Ayons une pensée pour ces milliers de migrants qui pour différentes raisons quittent leur pays d'origine et qui, quand ils ne meurent pas en mer, sont rejetés.

J'aurais souhaité vous parler de la

réforme des impôts avec le prélèvement à la source, et aussi apporter une réflexion suite à la catastrophe de l'effondrement du viaduc de Genève, qui met en avant les dangers de la privatisation, exige un état des lieux de nos réseaux routiers, et pourrait en termes de revendications fédérales déboucher sur les besoins d'emplois dans nos secteurs.

Mais avant de laisser la parole au débat, n'oublions pas d'avoir une pensée pour ces milliers de migrants victimes et qui pour différentes raisons quittent leur pays d'origine et qui, quand ils ne meurent pas en mer, sont rejetés.

Le débat sur l'actualité sociale

Commission renforcement

Alain Hoffecard, bureau de l'UFRBCA

Le débat

Gérard Morlier

Un rapport complet qui a bien mis l'accent sur les problèmes actuels. Je partage son point de vue sur l'overdose footballistique

de la coupe du monde.

Cependant, le rapport ne parle pas de la question européenne et le débat ne semble toujours pas engagé dans la CGT.

Pourtant ce débat existe et oppose même des militants.

La question essentielle qui devrait nous être posée est : « faut-il rester dans l'UE et la réformer ou bien en sortir pour revenir à la souveraineté politique et économique du peuple de France ? ». Ne pas tomber dans les caricatures qui voudraient que ceux qui veulent en sortir soient présentés comme des nationalistes ringards, parfois assimilés à des fascistes.

Il faut un débat apaisé dans la CGT, mais ce débat doit avoir lieu.

Vincent Velilla

La sortie est inutile car c'est le capital qui est le responsable. Le brexit n'a en rien amélioré les conditions de vie des travailleurs.

Les travailleurs européens doivent s'unir. Exemple : « maintenant le peuple » ou l'union des syndicats européens.

Jean-Paul Sandelion

La CGT est pluraliste, il est donc logique que le débat interne le soit.

Les prises de positions « électorales » de la CGT nous ont posé des problèmes. Le « non à Sarkozy » a in-

duit un vote Hollande et le « non à Le Pen » a débouché sur un vote Macron. On connaît les conséquences de ces consignes électorales qui nous mettent en mauvaise posture.

Pour les prochaines élections européennes, ne donnons aucune consigne et menons campagne vis-à-vis des candidats sur la base de nos revendications (protection sociale, santé, service public)

Cette campagne peut revêtir plusieurs formes : lettres ouvertes, engagements demandés aux candidats...

Bruno Gourdon

Merci à Christian pour son rapport très complet au regard de la situation sociale.

Parler d'Europe, oui, mais de laquelle parle-t-on : de celle du capital et de la constitution européenne qui préconise l'austérité ou de celle des peuples ? L'enjeu des prochaines élections européennes en France est déjà programmé médiatiquement : Macron présenté comme le seul rempart au populisme et au nationalisme. Sur la prochaine réforme des retraites en France, la donne est la même que celles faites en Allemagne, Suède et Italie. Ces pays

sont passés d'un système de retraite par annuité à des systèmes par points ou notionnels.

C'est bien que la CGT et FO aient décidé d'une action le 9 octobre, le même jour que celle des retraités. On ne peut que se féliciter que la confédération ait retenu cette date.

Il est grand temps que la CGT soit unie. Par-là, je pense que l'on doit faire converger l'ensemble des luttes au sein même de la CGT. Je rappelle que nous sommes confédérés. Toutes les fédérations, y compris la nôtre, doivent y réfléchir et agir en ce sens. Les enjeux d'aujourd'hui nous l'imposent.

Le 18 octobre prochain : congrès du syndicat de retraité CBA du 44 à Blain. Nous invitons notre secrétaire général.

Jean-Claude Guérineau

l'Europe, au travers de ces directives, n'est qu'un outil que le capital a mis en place pour la défense de ces intérêts, tout comme l'OMC et le FMI.

Oui nous vivons une époque de grandes transformations, la vie de tous les jours n'a plus rien à voir avec ce que nous avons traversé. Ces fondements effectivement, basé sur la solidarité sont en péril.

Commission renforcement

Entrée des cotisations

Vaste sujet, nous l'avons abordé à plusieurs reprises en commissions exécutives, congrès et comités généraux.

Chacune et chacun d'entre nous est conscient du problème, mais nous ne débouchons ja-

mais sur du concret, sauf quelques exceptions. Il serait souhaitable que chaque membre de la CE se saisisse du problème. Notre secrétaire général envoie plusieurs fois par an le listing des syndiqués et des cotisations

Commission renforcement

Le débat

par régions. À nous d'intervenir, mais aussi aux référents qui ont été désignés (10 pour le moment, et je lance un appel aujourd'hui afin d'en trouver 10 autres).

De plus, je demande à la CE de procéder à un vote demandant au bureau fédéral d'intervenir auprès des syndicats d'actifs pour qu'ils veillent à une entrée régulière des cotisations.

Renforcement

Début 2018, l'UCR lançait une campagne de renforcement pour aller à la rencontre des retraités sur leur lieu de vie à partir de revendications locales et en leur proposant l'adhésion à la CGT. Notre fédération a lancé une campagne

de syndicalisation le 18 juillet 2018 pour les actifs (ils ont simplement oublié les retraités). Mais cela ne nous arrête pas et nous prendrons toute notre place dans cette campagne. Mettons-nous au travail, il reste trois mois avant cette fin d'année. Nous pouvons faire quelque chose en la matière en partant des dispositions néfastes prises par le gouvernement (CGS, 0.3 % de revalorisation, futures négociations sur les retraites).

Le débat

Gézar Morlier

- Sur le renforcement

Le mécontentement est profond et il est parfois activé par les médias qui l'utilise pour des raisons politiques troublent.

Nous nous interrogeons constam-

ment sur nos méthodes d'actions pour faire reculer les pouvoirs politique et patronale.

Pour l'instant nous constatons qu'elles ne permettent pas de gagner. Les rapports de force sont parfaitement gérés par nos adversaires. Nos méthodes d'actions sont peut-être à revoir ?

Dans mon coin, je suis allé chercher la liste électorale et j'ai choisi de distribuer régulièrement 80 tracts directement au domicile des retraités ; nous verrons sur la durée.

Nous devons prendre toute notre place dans la campagne de syndicalisation lancée par notre fédération

BA. Une situation incompréhensible lorsque l'on se rappelle que l'Essonne a été un bastion de la construction.

Je ne parviens pas à avoir la liste des retraités construction.

A la COLAS même situation, 4 adhérents pour toute la France alors que la CGT était largement majoritaire dans le groupe.

Par contre excellent résultat pour PBM Import « Ex SAVARE » qui est passé de 9 adhérents pour 2017 à 14 pour 2018. Une dynamique a été créée et elle sera accentuée par la sortie d'un livre qui raconte 50 ans de la vie du syndicat. À suivre

Jean-Claude Guérineau

Si l'esprit militant disparaît c'est qu'il y a des raisons, une période où la CGT prônait un syndicalisme de participa-

tion et depuis plusieurs décennies aucunes réelles avancées sociales.

Jean-Paul Sandelion

Je note la difficulté de mobiliser les salariés des entreprises sur le problème des retraites. Je souligne le succès de la pétition des 9 organisations de retraités.

Remarquons que la CFDT 26 a appelé à manifester le 13 juin en Drôme.

J'attire l'attention sur la difficulté à répondre à des initiatives à répétition (9 octobre, 18 octobre).

Je propose d'exploiter l'effet psychologique du retrait à la source dès 2019 pour capitaliser les mécontentements en termes de mobilisation.

Alain Hoffecard

Il faut que toute la CGT soit sur le pont, les retraités sont concernés en premier lieu, mais également les actifs. Toute la CGT doit mettre tous ses moyens pour informer la population. Sur le 76, les retraités ont demandé à être en tête de manifestation le 9 octobre.

Agenda

- 03/10 Remise des pétitions par des délégués
- 09/10 Manifestation retraités et actifs
- 11/10 Commission renforcement
- 18/10 Congrès du 44
- 18/10 Manifestation des retraités à l'appel de 14 organisations

Commission santé - protection sociale

Commission formation syndicale

Gérard Garnon, CE UFRCBA
Christian Blicq, bureau UFRCBA

Commission santé - Protection sociale

Pourquoi la défense de la Sécu ne rassemble-t-elle plus ? Que peut-on faire pour éviter la perte d'accès à un service public de proximité ?

Les élections européennes de 2019 nous amènent à réfléchir aux actions à mener pour que la population puisse prendre conscience que l'appauvrissement de chacun génère la montée du nationalisme. Le danger d'un mouvement général de ce type est préjudiciable aux mouvements syndicaux en Europe. Aujourd'hui, le Président dévoile son plan contre la pauvreté. Le dispositif est simple, ceux qui bénéficient du RSA et refuseront une proposition d'emploi verront leurs prestations diminuer.

Le débat

Jean-Claude Guérineau

Le sondage du Secours populaire démontre l'accentuation des inégalités sociales, voire son aggravation. Autre élément de bouleversement qui nous attend, surtout les cadres, c'est la fusion AGIRC-ARCCO, pour les retraites complémentaires. Pas d'information de la part de nos administrateurs à PROBTB !

Jean-Claude Saillard

Le premier ministre a tenté de remplacer «Sécurité Sociale» par «Protection sociale». Cela en dit long sur les intentions du gouvernement.

Commission formation syndicale

Le collectif s'est réuni hier 1^{er} constat difficulté à se réunir au complet. Soit la première réunion 4 sur 7 la deuxième 3 sur 7.

Certes pour différentes raisons les camarades sont excusés mais cela compromet le travail collectif.

Ceci étant posé, comme nous sommes des révolutionnaires nous avons pris des décisions.

Nous avons décidé de mettre en œuvre le ciblage d'une formation, journée d'étude futurs retraités dans le grand Est. Sachant qu'il nous faudra intégrer la nouvelle réforme des retraites.

Concrètement

Tom prépare le terrain pour une réalisation en janvier ou février. Christian B en lien avec Martine réaliserons le montage de cette formation. Pour ce qui est de la continuité syndicale nous pensons qu'il faut travailler avec le secteur vie syndicale.

Autre point de notre réunion, le suivi de vos desiderata. À savoir qu'en juillet après la réunion du collectif «formation syndicale» fédéral, j'ai envoyé à tous les membres de notre CE la liste les stages fédéraux correspondant à vos demandes. Michel a repris et mis en forme cette note et je n'ai eu aucune réponse. Même pour les formations sur le Cogétise et le Cogitiel. Pourquoi ?

Ces notes ayant été envoyées pendant les congés elle a dû vous échapper.

Je vous rappelle les formations et dates ;

- Cogetise cogitiel : 4 & 5 octobre (complet) - 16 & 15 novembre (2 inscrits il reste donc des places)
- Conduire une activité fédérale ; 22 au 26 octobre (2 inscrits risque d'être annulé)
- Vie syndicale outil repères ; 12 au 16 novembre (1 inscrit risque d'être annulé)

Sur l'utilisation des outils informatiques si rien n'a été prévu lors de la dernière réunion FD de juillet il a été assuré qu'elle peut s'organiser.

Mise en place d'un plan de formation de l'UFR

Le collectif formation FD sera du 1 au 3 octobre en séminaire et établira le plan formation 2019. Je peux donc relancer pour sa programmation mais il me faut avoir des garanties sur l'inscription des camarades de notre CE. Pour info la salle d'ordinateur comprend 6 à 8 postes.

Afin de concrétiser tout ça avec Michel, nous vous renverrons une note.

Plan de formation

- Création d'un stage informatique en débat début octobre
- Cogetise cogitiel : 15 & 16 novembre
- Conduire une activité fédérale ; 22 au 26 octobre
- Vie syndicale outil repères ; 12 au 16 novembre
- Journée d'étude «futurs retraités grand Est» : début 2019

Commission publication

Le débat

Jean-Claude Guérineau, bureau de l'UFRCA

Commission publication

Lors de notre première et dernière réunion du mois de janvier nous avons fixé un planning de réunion et de travail. Celui-ci à des difficultés à se mettre en place. Pour preuve la préparation et l'organisation rédactionnelle de notre Comité général de juin, n'a pu se tenir du fait de l'absence ou des excuses des camarades, ce qui a perturbé la conception finale du RCB 88.

Compte tenu du temps de rédaction, de fabrication, pour une parution courant décembre voire janvier, auquel il faut y adjoindre l'incertitude d'avoir un concepteur graphique, (problème,

à ce jour n'étant pas réglé par la FD), pour ne pas perdre de temps, la période de congés ne facilitant pas les choses, j'ai proposé à la réunion de bureau du 4 septembre, qui l'a validé, un sommaire

et une distribution rédactionnelle, tout en rappelant de solliciter les membres de la CE pour la rédaction d'articles.

En accord avec le bureau, il nous est demandé de nous prononcer sur ce projet. La commission doit-elle envisager le remplacement de Joseph Lop ?

Après interventions la CE a validé le sommaire à l'unanimité.

Le débat

Gérard Morlier

Le congrès m'avait demandé de prendre en charge la revue RCBA.

Je note que sans m'avoir consulté alors que j'étais disponible, cette responsabilité m'a été retirée. Le N° 88 est bouclé sans que je n'aie jamais été mis en copie.

J'en prends acte, mais je regrette la méthode.

Michel Diamantis

La fédération fera appel à sa graphiste qui travaillera en pigiste.

Une réunion de la commission s'impose afin de doter la commission de la structure la plus efficace possible. Rien ne remplace les contacts humains.

Tous et toutes dans la rue le 9 octobre

Le gouvernement vient de décider : les retraites ne seront revalorisées que de 0,3 % en 2019 et 2020 alors que les prix ont déjà augmenté de 2,3 % de juillet 2017 à juillet 2018. Il décide unilatéralement de ne plus s'appuyer sur l'inflation mais sur les prévisions de croissance. Ce sont les prémices d'un changement de système en un régime par points. C'est une nouvelle amputation du pouvoir d'achat des retraités après la baisse de la pension de 1,7 % avec l'augmentation de la CSG.

Concrètement, pour une retraite brute de 1500 euros, l'augmentation de la CSG a réduit la retraite de 25,5 euros par mois. Avec une hausse des prix de 1,7 % et une majoration des pensions seulement de 0,3 %, ce retraité perd en plus 21 euros par mois.

Une petite minorité est de plus en plus riche aux dépens des retraités, des salariés, comme du reste de la population. Ce gouvernement a même le cynisme d'annoncer un « plan pauvreté » alors que sa politique conduit à accroître fortement leur nombre : une partie des personnes âgées est en voie de paupérisation.

Le 18 OCTOBRE

Le 18 octobre, le Parlement va entamer les débats sur le Projet de Loi de Financement de la Sécurité Sociale (PLFSS) pour 2019 qui fait redouter la poursuite d'une politique de coup de rabot sur les dépenses sociales. Jusqu'à 2018, les pensions de retraite de base étaient réévaluées tous les ans au 1er octobre. Mais la loi de financement de la sécurité sociale pour 2018 a décalé cette date annuelle de revalorisation au 1^{er} janvier. Cette année le Parlement devrait voter la désindexation des pensions pour que celles-ci soient augmentées en fonction de la conjoncture économique (c'est-à-dire, au bon gré des gouvernements !).

Retraités, refusons la paupérisation de l'ensemble des retraités. Soyons présents dans les différentes mobilisations les 3 et 18 octobre pour dire : Non à la destruction de notre système de retraites !